

Article destiné au site news.amnesty

Manifestations au paradis: Répression dans les Maldives

Date: 10/11/2006

Index: ASA 29/009/2006

Les Maldives sont une destination de vacances très populaire, mais c'est aussi un pays où la liberté politique est limitée et où des personnes arrêtées sont rouées de coups, maintenues en détention sans jugement pendant de longues périodes et condamnées à l'issue de procès inéquitables. Ces dernières semaines, le gouvernement des Maldives a pris pour cible des journalistes et des membres du Parti démocratique maldivien, un parti d'opposition, dans le but d'empêcher la tenue d'une manifestation prévue le vendredi 10 novembre pour réclamer une réforme de la Constitution.

Les autorités ont affirmé que ces actions représentaient une menace pour le gouvernement. Les mesures répressives qui ont frappé les organisateurs des manifestations prévues le 10 novembre ont incité l'opposition à annuler tout rassemblement. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement prend pour cible des manifestants. En septembre 2003, la population était descendue dans la rue après la mort d'au moins trois prisonniers, tués par des membres de la Sécurité nationale, un service sous l'autorité du Président. Jennifer Latheef, reporter photographe maldivienne, était parmi les manifestants.

Les événements du 20 septembre 2003 ont changé pour toujours la vie de Jennifer Latheef – et feront date dans l'histoire politique des Maldives. Voici son histoire :

« Il était environ deux heures de l'après-midi lorsque j'ai entendu la nouvelle. Evan Naseem, détenu à la prison de Maafushi, située sur un atoll à une vingtaine de kilomètres au sud de notre capitale Malé, venait de mourir en prison la veille. Il avait succombé sous les coups des gardes de sécurité de la prison. Je décidais de me joindre à la foule qui s'était déjà rassemblée en grand nombre au cimetière de Malé pour ses obsèques.

Il y avait foule lorsque j'arrivais – les gens semblaient vouloir rendre témoignage, voir pour eux-mêmes le genre de choses qui se produisent sous un régime brutal. La torture est couramment pratiquée dans les prisons des Maldives et j'ai beaucoup d'amis et de parents qui vivent dans son ombre. Mon arrière grand-père paternel et mon grand-père ont tous deux été torturés à mort en prison sous le régime précédent – c'est pourquoi il m'est si difficile de parler de mes sentiments lorsque j'ai vu le corps sans vie d'Evan Naseem. La façon la plus simple de résumer ce que j'ai ressenti alors est de dire qu'il est devenu comme un membre de ma famille à partir de ce moment-là.

Puis sont arrivées des nouvelles encore plus terribles. Des responsables de la sécurité de la prison de Maafushi, qui voulaient faire cesser un début d'émeute après la mort d'Evan, avaient ouvert le feu sur les prisonniers, en tuant trois. À ce moment-là, la colère et l'horreur ont envahi la foule et c'est toute la société qui s'est élevée pour protester contre la brutalité du régime. Les gens sont descendus dans les rues ; beaucoup s'en sont pris à des biens d'État et y ont mis le feu. Véhicules et postes de police ont fait les frais de la colère du peuple.

Ma réaction naturelle dans ce genre de situation (je veux dire dans les situations de tension en famille ou avec des amis) est toujours de tenter de calmer les choses. Avant même que n'éclatent les émeutes, j'avais essayé de dialoguer avec un groupe de 20 à 25 policiers qui s'étaient rassemblés près de l'hôpital où l'on pensait que des victimes de blessures par balles avaient été transportées. Il y avait beaucoup de civils dans tout le quartier. Il y avait déjà eu

quelques incidents isolés, des policiers – des policiers en civil notamment – avaient été la cible d'attaques. Je pensais qu'ils aggravait la situation en restant là et qu'ils se mettaient eux-mêmes en danger.

Lorsque des pierres ont commencé à voler en direction des policiers, je me suis d'abord dirigée vers la maison – avant de me raviser. C'était terriblement frustrant de ne pas savoir ce qui se passait et je n'arrivais à joindre personne parce que tout le réseau téléphonique était hors service – ce qui arrangeait pas mal de monde. Je me suis donc dirigée à nouveau vers l'hôpital, passant devant un poste de police en train d'être saccagé et des véhicules de police que l'on détruisait. Finalement j'ai réussi à trouver une voiture qui m'a emmenée jusque chez une amie – elle a accepté de venir et de me retrouver plus tard à l'hôpital, avec d'autres amis et une petite caméra discrète que je pourrai utiliser pour filmer ce qui se passait. En rentrant, je suis passée devant un autre poste de police qui avait également été systématiquement saccagé. Tout ce qui était à l'intérieur avait été jeté en vrac dans la rue et on y avait mis le feu.

Un peu plus tard le même soir, avec mes amis et ma sœur, nous avons entendu dire qu'on avait emmené un autre corps au cimetière dans une ambulance. Une longue procession s'était déjà formée derrière le véhicule dans Majeedhee Magu, la rue principale. Je me suis frayé un chemin à travers la foule pour arriver près de l'ambulance qui avançait lentement – et j'ai vu mon ami Zaid à l'intérieur, sanglotant et éperdu, c'était son frère Ameen qui gisait à côté de lui, une balle dans le crâne.

Nous avons fait sortir Zaid de l'ambulance et l'avons ramené chez nous. Zaid pleurait et nous sommes juste restés là avec lui à le reconforter. Puis nous avons tous les trois accompagné Zaid au cimetière et nous sommes restés là un moment. Ensuite le couvre-feu a été annoncé et nous avons dû rester à la maison.

Nous avons décidé d'aller chez mon amie Amani et de veiller ensemble. Chez elle, nous sommes restés branchés sur la BBC en consultant Internet constamment. Nous avons aussi essayé de raconter à un maximum de gens en dehors du pays ce qui venait de se passer. À six heures du matin, à la fin du couvre-feu, Marnie et moi avons ramené Zaid au cimetière et nous sommes rentrées dormir à la maison.

Lorsque je me suis réveillée, on racontait déjà que j'avais été arrêtée par la police. On avait appelé ma famille et mes amis pour leur dire que l'on m'avait vue en train d'être emmenée par des policiers. Mais ce n'est que le lendemain, le 22 septembre, à midi et demie que j'ai été arrêtée. Et je ne savais pas alors que ce jour terrible n'était qu'un début. »

Jennifer Latheef, trente-trois ans, maldivienne, est reporter photographe pour le quotidien Minivan News. Elle a été condamnée à dix années d'emprisonnement le 8 octobre 2005, inculpée de « terrorisme » pour avoir pris part aux manifestations décrites ci-dessus. Avant sa condamnation, elle avait été arrêtée et placée en détention plusieurs fois en raison de son action en tant que militante des droits humains et membre de l'opposition et placée en résidence surveillée. La principale raison de sa détention est son opinion ouvertement critique du gouvernement du président Maumoon Abdul Gayoom.

E n outre, son arrestation aurait été décidée par le gouvernement pour tenter d'entraver l'action de son père, Mohamed Latheef, homme politique maldivien en exil au Sri Lanka où il s'est engagé dans une campagne d'opposition politique pacifique au gouvernement des Maldives.

Jennifer Latheef a finalement été libérée en août 2006, après avoir été à nouveau assignée à résidence en décembre 2005. Amnesty International s'est saisie de son dossier en novembre 2003. Pour en savoir plus, voir : *The Republic of Maldives: Prisoners of conscience should be released*, index AI ASA 29/005/2003 (<http://web.amnesty.org/library/Index/ENGASA290052003>)